

7. Quel est le lien entre RSS et DDR? Le DDR fait partie intégrante d'un **accord de paix** et doit impérativement s'inscrire le plus tôt possible dans un **processus de RSS**. En effet la **réconciliation nationale** ne se fera qu'au travers d'une **nouvelle vision de la sécurité**.

Le DDR et la RSS ont des interlocuteurs communs (état, armée, police, communautés locales) dans le processus de paix au sens le plus large et doivent donc coordonner leurs efforts pour obtenir le meilleur impact possible. Ainsi la RSS peut accompagner le DDR aussi bien dans son volet enfants qu'adultes par: **l'association des populations et des communautés à la définition de la nouvelle vision de sécurité**, en développant la confiance entre elles et les institutions de la sécurité afin de **réduire l'attrait vers les groupes armés**, mais aussi afin de **favoriser la réintégration des anciens combattants** y compris les enfants sortis des forces et groupes armés au sein des communautés ou bien au sein du secteur de sécurité à la suite d'un processus de sélection. Par Le développement des cadres juridiques qui précisent le statut juridique et les droits des anciens membres des groupes armés ou des anciens militaires/ policiers.

8. Pourquoi la RSS est-elle importante pour la réconciliation nationale, la Paix et le développement en RDC? En RDC, la **RSS** est essentielle pour **consolider la paix et la stabilité**, promouvoir la **réduction de la pauvreté**, le **respect de l'Etat de droit** et la **bonne gouvernance**, **étendre l'autorité légitime de l'État** et éviter que les zones affectées ne régressent vers le conflit.

Instaurer la **paix et le développement durable**, nécessite que les populations se sentent en **sécurité** et aient **confiance** dans les **institutions étatiques**. La stabilisation en RDC ne sera réalisée que grâce à la mise en place d'institutions étatiques **efficaces, professionnelles et redevables**, y compris les institutions sécurité et de judiciaires.

La **RSS** est donc essentielle pour la stabilisation en contribuant à l'analyse des causes profondes des conflits et en participant à la **construction des fondements de la paix et du développement** à long terme. Avec la **restauration de l'autorité légitime de l'État**, le rétablissement et le renforcement progressif de la sécurité publique, l'accès à la justice et aux services administratifs. La RSS concourt à la **réduction significative des menaces sur la vie**, la propriété, les biens, les ressources stratégiques et la liberté de mouvement.

9. Pourquoi une RSS en RDC? Le dialogue inter-congolais et les différents accords de sortie du cycle de violences ainsi que la Constitution de 2006 ont consacré la **volonté nationale unanime pour la Réforme du Secteur de Sécurité**. Depuis un grand nombre de lois et textes légaux ont été adoptés dans le cadre notamment de la réforme des FARDC et de la PNC. Le processus a permis des avancées dans la professionnalisation et la redevabilité des forces de défenses et services de sécurité, mesures clefs pour la protection des personnes: des lois organiques, l'adoption de nouveaux statuts, la mise en place de mécanismes de contrôle interne, la reprise des formations notamment militaires; l'adoption et la mise en œuvre du Plan National d'action des FARDC de lutte contre les violences sexuelles et du Plan d'Action de lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant par les FARDC et les services de sécurité de la RDC.

Les acquis sont indéniables, mais la confiance n'est pas rétablie entre population et les pourvoyeurs de sécurité, les **acquis** légaux et réglementaires doivent pouvoir être **vulgarisés** au sein des institutions de sécurité, et les **organes de contrôle démocratique** s'approprient pleinement leur rôle et responsabilité. Les efforts doivent donc se poursuivre vers plus d'inclusivité. Les moyens humains et financiers nationaux doivent pouvoir être mis à disposition. La sécurité a un cout, mais toujours plus faible que celui de l'insécurité.

10. Quel rôle joue la MONUSCO dans le processus de la RSS? La RSS est présente dans tous les mandats successifs de la MONUSCO lui confiés par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Au-delà de sa participation à l'accomplissement de la paix et la sécurité, la RSS contribue aux objectifs stratégiques de la Protection des Civils et de mise en œuvre d'élections libres, transparentes, démocratiques et sans violence. Ainsi la MONUSCO a la responsabilité de :

- ◆ Encourager et accélérer l'appropriation nationale de la réforme du secteur de sécurité (RSS);
- ◆ Assister à la formulation d'une stratégie nationale commune qui sera traduite en une politique nationale de défense et de sécurité ;
- ◆ Assister la professionnalisation des membres des institutions de la défense et de la sécurité en conformité avec les dispositions de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU ;
- Assurer la coordination des appuis à la RSS des partenaires techniques et financiers.

DIVISION RSS

REFORME DU SECTEUR
DE LA SECURITE



10 Questions sur la Réforme du Secteur de Sécurité



Contact:

monusco-ssr-info@un.org

1. Qu'est-ce que le Secteur de la Sécurité? La Sécurité est l'état d'esprit confiant et tranquille du sentiment, de **ne pas être exposé à aucun danger** et à aucun risque et d'être à l'abri de la peur et du besoin. Selon l'ONU, le **secteur de la sécurité** comprend les structures, les institutions et le **personnel responsable de la gestion, de la fourniture et du contrôle de la sécurité**. Cela pourrait inclure la défense, la police, les services correctionnels, les services de renseignement et les institutions responsables de la gestion des frontières, des douanes et des urgences civiles ainsi que dans certains cas, impliquer des fournisseurs de sécurité informels ou traditionnels.

Le secteur de la sécurité inclut également les **organes de gestion et de contrôle**; le contrôle interne telles que les inspections générales des services concernés, le contrôle externe tel que le parlement, la société civile, la cour des comptes et les médias. On peut inclure également les éléments du **secteur judiciaire** responsables des cas de comportement criminel allégué et de détournement de force.

2. Qu'est-ce la Réforme du Secteur de la Sécurité? La Réforme du Secteur de la Sécurité est un **processus national inclusif** à long terme qui a pour objectif la transformation holistique du secteur de la sécurité d'un pays en vue de le rendre **plus performant et plus redevable** en harmonisant les structures, la gestion et le fonctionnement aux normes universelles de protection des Droits Humains; de l'enfant et d'intégration genre ainsi qu'aux les principes démocratiques de l'**Etat de Droit**.

C'est un processus qui inclut tous les acteurs, **fournisseurs de sécurité et organes de control** (internes et externes), la **redéfinition** de leurs rôles et de leurs **responsabilités**, ainsi que leurs **relations de subordination notamment au pouvoir civil et de contrôle interne et externe** dans le but de les rendre compatibles avec les **principes de bonne gouvernance démocratique: redevabilité, transparence, participation, réactivité, efficacité et efficience**. L'objectif de la RSS est de placer les **populations au centre des préoccupations** afin d'assurer la sécurité humaine, la sécurité des ressources stratégiques de l'Etat garant de la paix et du développement.

3. Que prévoit la RSS pour les populations et comment compte-t-elle les impliquer? Compte tenu de la nature et des objectifs fondamentaux de la RSS, au-delà de l'ensemble des institutions étatiques, **la participation des organisations de la société civile et de chaque citoyen est fondamentale pour la réussite du processus**. Les communautés peuvent contribuer en se tenant informées des réformes et en participant pleinement tant au processus démocratique qu'au processus RSS au niveau local, provincial et national.

A travers une approche participative et inclusive, la RSS prévoit la transformation des institutions afin que celles-ci soient au service de la population et accessible à tous. Si les populations ont confiance dans les institutions de la sécurité et de l'Etat elles pourront plus facilement collaborer avec ces dernières. **Les populations** sont également impliquées dans le processus démocratique en **élisant les autorités politico-administratives** ayant un rôle dans la création d'un environnement sécurisé et une responsabilité de **contrôle sur les acteurs de la sécurité** et tout autre service administratif contribuant à la sécurité humaine.

4. Que prévoit la RSS pour les institutions de la sécurité? En poursuivant la bonne gouvernance du Secteur de Sécurité, la RSS prévoit pour les forces de défense et les services de sécurité une **claire définition de leurs rôles et responsabilités réduisant les possibilités d'abus ou de manipulation**. Cela donne aussi la possibilité de développer les **compétences professionnelles spécifiques** à chaque institutions, de les faire disposer d'équipements adéquats, de **bénéficier** de formation et d'un système de gestion **de l'ensemble des ressources : humaines, logistiques et financières, leur permettant d'exécuter leur missions au profit des populations** sans devenir un danger pour ces dernières.

Tous ces éléments ainsi qu'un système de contrôle interne et externe contribuent à une **professionnalisation accrue**, elle-même garante du développement d'une **confiance** revenue entre institutions de la sécurité et population ainsi qu'à l'**attractivité des métiers de la sécurité** auprès des jeunes souhaitant s'investir pour le pays et sa population.

5. Que prévoit la RSS pour le contrôle démocratique? Le **contrôle civil et démocratique du secteur de sécurité** s'effectue de différentes façons: via les **structures internes** de contrôle de l'Etat, ainsi que le Parlement la société civile, les medias pour le contrôle **externe**. Chaque institution prestataire de sécurité dispose en principe d'un mécanisme de contrôle interne généralement positionné au niveau du ministère de tutelle.

Le **Parlement**, représentant de la nation (i) offre un débat public sur la sécurité et facilite le consensus politique par le dialogue et la transparence (ii) il adopte les lois qui déterminent le mandat, les fonctions, l'organisation et le pouvoir des prestataires de sécurité; (iii) il contrôle et vérifie la constitutionnalité, la légalité des actes des institutions de la sécurité; (iv) il a un rôle important d'approbation, d'amendement ou de rejet du budget de la sécurité. **La société civile** agit à la fois comme **acteur du secteur de sécurité** et comme **structure de contrôle indépendante**. Les **media**, quatrième pouvoir en démocratie, peuvent contribuer à la bonne gouvernance du secteur de sécurité.

6. Comment la RSS contribue à la protection des Femmes et des Enfants en RDC ? L'intégration du genre prévue dans les instruments nationaux, régionaux et internationaux est un processus nécessitant un **changement des comportements de la société**; conduisant à une participation accrue des femmes notamment au sein des institutions de la sécurité et des organes de décisions de la RSS. Cette intégration **renforce l'inclusivité, l'appropriation locale, la prestation efficace de services, le contrôle et la responsabilité**. La prise en compte des **sexospécificités** dans la provision de sécurité, signifie l'identification des besoins genre (filles/garçons/hommes/femmes), ainsi que l'étude de l'incidence des politiques et des programmes de RSS sur les différentes catégories de la population. La RSS contribue également à prévenir les violations graves des droits de l'enfant, combattre l'impunité en appuyant les instances judiciaires, en renforçant la professionnalisation des forces de défenses et services de sécurité et appuyer le gouvernement pour la mise en œuvre des Plans d'action nationaux.